



**Le 1er mai c'est aussi
la fête du travail**



Sommaire

Message de la CES
L'union européenne
CES et UNI
Carrefour en Europe
La CICE

1er mai l'Europe s'élargit à 25 membres



Le 1er mai, l'Union européenne comptera 75 millions d'habitants en plus.

Avec dix nouveaux pays à l'intérieur de ses frontières, elle s'ouvre à l'Est en s'étalant de la Méditerranée au cercle polaire arctique.

453 millions d'habitants composeront alors le nouveau visage de l'Union élargie à 3 930 000 km².

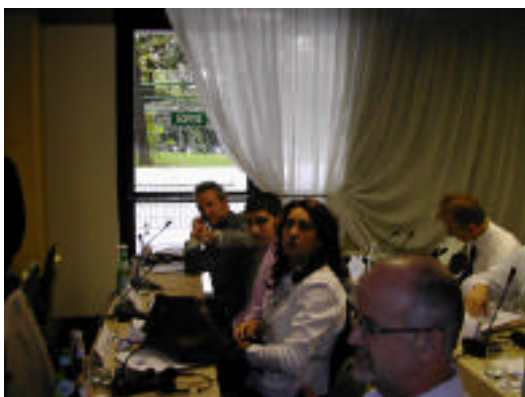
L'action syndicale en Europe



La **Confédération Européenne des Syndicats** a été créée en 1973 en vue d'offrir un contrepoids syndical aux forces économiques d'intégration européenne.

L'UNI (Union Network International) née le 1er janvier 2000 vise à répondre aux formidables mutations à l'oeuvre dans l'économie européenne

Carrefour en Europe et le CICE



Carrefour emploie 270 975 personnes en Europe.

Les salariés de 9 pays sont représentés au sein du CICE Carrefour une structure de dialogue et d'échanges de vues sur la stratégie du Groupe en Europe.

CICE: La délégation espagnole et grecque

Une fête du Travail pas ordinaire

Le message du syndicalisme européen

La Confédération européenne des syndicats (CES) ne pouvait manquer ce 1er mai 2004. Outre qu'il s'agit de la fête du Travail, ce qu'une Confédération syndicale se doit d'honorer, l'Europe accueille cette année des salariés, des citoyens qui espèrent profiter de cette entrée dans le club pour améliorer leur droit du travail, leurs conditions de vie.

Pour la CES, cette aventure commune a commencé depuis des années. La plupart des syndicats des pays entrants sont déjà affiliés. Le syndicalisme est même en avance puisqu'il a déjà intégré les syndicats bulgares, roumains et turcs.



Pour la CES l'intégration présente une opportunité unique de rassembler tous les peuples de l'Europe sur la base des valeurs démocratiques fondamentales: démocratie, paix et liberté.

Ce processus doit être continué pour enlever les derniers obstacles qui empêchent une pleine réalisation de ce projet ambitieux.



La date du 1er mai 2004 constitue un moment historique de l'intégration européenne. **C'est une réelle réunification de l'Europe** qui est sortie de la Seconde Guerre mondiale divisée contre la volonté de ses citoyens.

Les syndicats européens se trouvaient à l'avant-garde de l'action pour cette réunification.

Aujourd'hui les syndicats de ces pays (*l'est*) se retrouvent presque tous dans la grande famille que constitue la CES. Mais le travail doit être continué, aussi bien à l'Est que dans les pays balkans.

Le travail syndical dans toute l'Europe est nécessaire pour garantir le maintien des acquis sociaux là où ils sont satisfaisants et leur amélioration dans ces parties du continent qui sont encore loin des conditions de vie décentes.

Pour faire face à ces défis il faut plus que jamais agir ensemble afin que l'Europe consolide sa dimension sociale sur une base forte de la solidarité, des droits des travailleurs et du dialogue social, des services d'intérêt général de qualité qui permettent à chaque femme et chaque homme de vivre décemment.

L'expérience de l'intégration européenne a prouvé que dans ce monde globalisé il est plus facile d'avancer en cherchant des solutions ensemble. Un déficit de solidarité retarderait le progrès social en Europe entière.

L'élargissement signifie investir dans l'avenir commun des peuples européens.

La CES se réjouit qu'elle puisse contribuer à cet événement historique. Elle appelle ses organisations affiliées à continuer leurs efforts pour que cette plus grande Europe offre plus d'opportunités aux travailleurs européens et garantisse qu'ils seront ses citoyens de plein droit.

Extrait du message de bienvenue de la CES 17 et 18 mars 2004

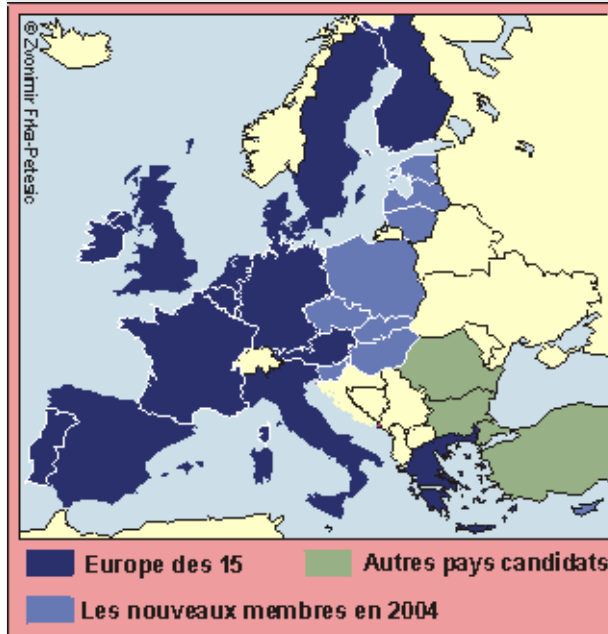
1er mai 2004

L'Union européenne a 25 membres

C'est "l'association économique et politique" de 15 pays appartenant au continent européen : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède.

Le 1er mai 2004, 10 pays d'Europe rejoignent l'Union européenne (UE) : Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie.

Trois autres Etats sont candidats (Bulgarie, Roumanie et Turquie).



L'Union européenne a pour objectifs :

- d'établir les fondements d'une Union plus étroite entre les peuples européens, de sauvegarder la paix et de rechercher l'unité politique;
- d'assurer par une action commune le progrès économique et social: création d'un marché intérieur européen, renforcement de la cohésion sociale.

En 1950 l'Allemagne, la France, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg

et les Pays-Bas créent la première communauté européenne: la Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA).

* En 1957, les six pays signent le traité de Rome qui donne naissance à la Communauté économique européenne (CEE). Neuf pays les rejoignent: Danemark, Irlande et Royaume-Uni en 1973, Grèce en 1981, Espagne et Portugal en 1986, Autriche, Finlande et Suède en 1995.

* En 1992, la CEE devient l'Union européenne par le traité de Maastricht

Institutions et instances communautaire :

- le Conseil européen (Chefs d'Etat ou de Gouvernement);
- le Conseil (des Ministres) de l'Union européenne;
- le Parlement européen, élu au suffrage universel direct par les citoyens;
- la Commission européenne;
- la Cour de Justice;
- la Cour des comptes;
- le Comité économique et social;
- le Comité des régions;
- le médiateur européen.

L'Union européenne est identifiée par des symboles :



- **un drapeau** : douze étoiles jaunes sur fond bleu figurant les peuples d'Europe, forment un cercle en signe d'union. Le nombre de 12 est symbolique et n'indique pas le nombre de pays membres. Il est invariable;



- **un hymne** : la musique de "l'Ode à la Joie", prélude du 4ème mouvement de la IXème symphonie de Ludwig van Beethoven;



- une fête célébrée le 9 mai : Journée de l'Europe en souvenir de la déclaration Schuman de 1950;

- une monnaie unique, l'euro.



L'Europe que nous voulons

Une Europe forte et ambitieuse

LE BILAN DE L'EUROPE SOCIALE

Création d'un marché européen du travail qui implique la libre circulation des travailleurs, une coordination en matière de Sécurité sociale, la reconnaissance mutuelle des diplômes, etc.

Elaboration d'un Code du travail européen : directives sur la santé, la sécurité, l'hygiène, la législation du travail, l'égalité hommes-femmes, etc.

Un espace contractuel communautaire en voie d'émergence: déjà quatre accords interprofessionnels (congé parental, travail à temps partiel, contrat de travail à durée déterminée, télétravail). Un autre, sur le stress, est en cours de négociation.

En parallèle, des accords européens sectoriels se multiplient et le dialogue se développe dans les entreprises avec les comités d'entreprise européens.

Réels progrès dans la coordination des politiques de l'emploi, de lutte contre l'exclusion, et depuis septembre 2002 sur les retraites.

Avancées dans la cohésion économique et sociale entre régions défavorisées et régions riches grâce à l'appui des Fonds structurels.

LES PARTENAIRES SOCIAUX SONT DÉSORMAIS STRUCTURÉS et organisés au niveau européen.

Aujourd'hui, ils ont acquis une véritable reconnaissance institutionnelle qui devrait être inscrite dans la future Constitution de l'Union.



citoyens.

L'Europe que nous voulons est politique: elle passe par une redéfinition du projet européen, une réforme des institutions de l'Union et par l'élaboration d'une constitution commune dont la Charte des droits fondamentaux a déjà jeté les bases.

L'Europe que nous voulons est à l'échelle du continent: l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale est l'occasion de redonner toute sa signification historique au projet européen et de pacifier durablement l'ensemble du continent.

L'Europe que nous voulons est solidaire: elle doit pouvoir conduire elle-même des politiques de développement ambitieuses, à l'Est aussi au Sud.

L'Europe que nous voulons est un moteur de la gouvernance mondiale: elle doit être un aiguillon du développement global, durable et équilibré de la planète au sein des institutions multilatérales, et peser pour leur réforme et leur mise en cohérence.

L'Europe que nous voulons est sociale: l'Union européenne doit « faire société », en fortifiant un modèle de développement équilibré qui prenne en considération à la fois la performance économique, le souci de la cohésion sociale, l'ouverture d'espaces contractuels et la nécessité de maintenir des services d'intérêt général performants pour tous.

Les récentes euromanifestations de Porto, Nice, Bruxelles et Barcelone illustrent la maturité du syndicalisme européen, capable de mobiliser massivement pour toujours plus d'Europe sociale et l'Europe du plein-emploi.

AVEC VOUS LA CFDT VEUT ALLER PLUS LOIN

Confédération Européenne des Syndicats (CES)

UNI Europe (Union Network International)

France: CES

Membres français de la CES

CFDT Confédération Française Démocratique du Travail

CFTC Confédération Française des Travailleurs Chrétiens

CGT Confédération Générale du Travail

CGT-FO Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière

UNSA Union Nationale des Syndicats Autonomes



La **Confédération Européenne des Syndicats (CES)** a été créée en 1973 en vue d'offrir un contrepoids syndical aux forces économiques d'intégration européenne. A la suite de changements survenus en Europe centrale et orientale, nombre de nouveaux syndicats ont rejoint ses rangs.

A l'heure actuelle, la CES regroupe **77 organisations membres** de 35 pays européens, ainsi que **11 fédérations syndicales européennes**, soit plus de 60 millions de membres.

D'autres structures syndicales tels que **Eurocadres** (Conseil des Cadres Européens) et

la **FERPA** (Fédération Européenne des Retraités et Personnes Agées) opèrent sous l'égide de la CES.

La CES coordonne les activités de 39 **CSI** (Conseils Syndicaux Interrégionaux), qui organisent la coopération syndicale au niveau transfrontalier.

La CES est reconnue par l'Union Européenne, par le Conseil de l'Europe et par l'AELE en tant qu'unique organisation syndicale inter-professionnelle représentative au niveau européen.

France: UNI

Membres français de l'UNI

CFDT Confédération Française Démocratique du Travail

CGT Confédération Générale du Travail

CGT-FO Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière

La Fédération des Services CFDT, très investie dans le travail avec UNI, participe régulièrement à ses activités et initiatives et siège dans plusieurs de ses instances, notamment le Groupe Directeur d'UNI Europa Commerce.



L'UNI (Union Network International) issue de la fusion de 4 Internationale professionnelles l'UNI est née le 1er janvier 2000.

La création d'UNI visait à répondre aux formidables mutations à l'oeuvre dans l'économie mondiale et à l'impact de la technologie sur des branches d'activité de plus en plus convergentes, au constat que ses adhérents, en tant que citoyens du monde, relèvent tous d'une même économie mondiale, qui oblige les syndicats à se pencher sur leurs nouveaux besoins.

Par la mise en commun des ressources de ses organisations fondatrices, UNI va permettre à ses membres de mieux se faire entendre - des entreprises multinationales, des gouvernements et des institutions internationales.

UNI, dont le siège est situé à Nyon près de Genève, représente 15,5 millions d'adhérents dans le monde, regroupés dans 900 syndicats de plus de 140 pays.

UNI est une organisation régionale et sectorielle Quatre régions puissantes :dont UNI-Europa, Douze secteurs couvrant toute une série de branches économiques : .UNI Commerce.

Carrefour est européen

L'Europe social commence dans l'entreprise

Une charte des droits fondamentaux

A la demande du CICE Daniel Bernard, PDG de Carrefour a signé une charte sur les droits fondamentaux.

Carrefour et l'UNI ont convenu que toute entreprise a besoin pour se développer de paix et de consensus social.

Pour ce faire Carrefour s'engage à veiller conjointement avec l'UNI à la bonne application des conventions 87-98 et 135 de l'OIT (Organisation International du travail).

Ces normes internationales définissent:

- le droit des salariés à s'affilier à une organisation syndicale de leur choix,
- le droit de négocier collectivement,
- la protection des salariés et de leur représentants contre tout acte de discrimination tendant à porter atteinte à la liberté syndicale.

Le respect des droits syndicaux et la reconnaissance des droits fondamentaux font partie de la culture Carrefour.

Carrefour a également condamné le travail des enfants pour prévenir l'esclavage et le travail forcé et il entend que les principes définis par l'OIT soient respectés par ses fournisseurs.

Pour mieux affirmer son engagement Carrefour propose à ses fournisseurs une charte afin d'obtenir contractuellement leur reconnaissance des principes fondamentaux relatifs notamment au travail des enfants et à la liberté de s'organiser en syndicat.



Chez Carrefour la CFDT veut appliquer les bases du manifeste CFDT "L'Europe que nous voulons".

Les syndicats, représentés dans les 13 pays où est présent Carrefour, militent au sein des instances européennes (particulièrement UNI Europe) avec la volonté d'accroître nos moyens de pression, de négociation et d'action face à l'entreprise.

Au sein du CICE Carrefour, un des premier comités d'entreprise européen mis en place, les élus CFDT s'associent à leurs collègues des autres pays pour demander l'amélioration de l'information et la consultation des salariés devant les projets inter pays mis en place par l'entreprise.

Nous constatons que l'entreprise, comme elle le fait pour les marchandises, unifie de plus en plus ses méthodes de management, ce qui se passe à Bruxelles se reproduit à Paris ou Madrid.

Pour contrôler cette européanisation nous demandons

- la mise en place d'un bilan social européen pour suivre et comparer les évolutions sociales dans chaque pays,
- une meilleure connaissance des choix stratégiques de l'entreprise pour gérer socialement ses conséquences.
- l'évolution des acquis sociaux dans certains pays tout en tenant compte des différences nationales (formation, handicap, management, horaire (îlots, ouvertures), égalité professionnelles hommes et femmes, protection sociale (maternité), modalités de contrat (TP, CDD) etc ...
- l'acceptation d'un syndicalisme indépendant et démocratique au sein de l'entreprise.
- une formation européenne pour les représentants du personnel leur permettant d'acquérir une vision européenne,

Pour que le social se fasse par le haut et non par le bas, la CFDT Carrefour multiplie ses relations avec les syndicats des autres pays qui, avec nous, ont une réelle volonté de faire avancer l'intérêt des salariés comme ceux de l'entreprise.

Carrefour en Europe

5101 magasins intégrés dans 13 pays

Carrefour possède 5101 magasins en Europe dont

461 hypermarchés sous l'enseigne Carrefour

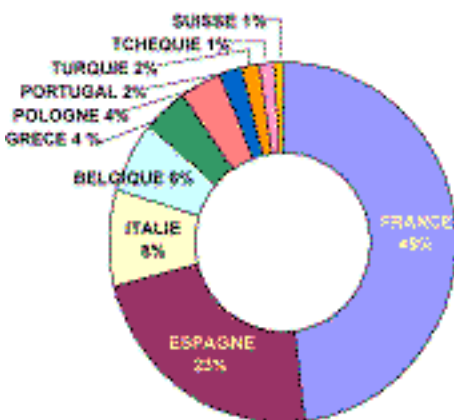
1227 supermarchés sous l'enseigne Champion

3075 Maxisiscount sous l'enseigne Dia ou ED

166 magasins de proximités

172 Cash and Carry sous l'enseigne Promocash

A ces magasins il faut ajouter les magasins franchisés portant les enseignes du groupe Carrefour



270 975 personnes
(68% de l'effectif mondial)

Pays	
Belgique	17606
Espagne	62656
France	130363
Grèce	11197
Italie	22996
Pologne	10489
Portugal	5009
Ré. Tchèque	3998
Suisse	2326
Turquie	4335
Total	270975



Pays	Hypers	Supers	Maxidisc ompte	Proxis	Cash and Carry	Total
Belgique	56	76		1		133
Espagne	120	199	1788		32	2139
France	178	569	587		127	1461
Grèce	14	102	222	46		384
Italie	38	205		119	13	375
Monaco	1					1
Pologne	15	68				83
Portugal	7	8	284			299
Ré. Tchèque	9					9
Roumanie						0
Slovaquie	4					4
Suisse	8					8
Turquie	11		194			205
Total	461	1227	3075	166	172	5101
Roumanie	Franchisés					

Le comité d'information et de concertation européen (CICE) Carrefour

Une instance représentative du personnel

Pays représentés au CICE

France: 11 représentants (5 FO, 3 CFDT, 2 CGT, 1 CGC)

Espagne: 7 représentants (4 Feticco, 1 UGT, 2 CCOO)

Italie: 3 représentants (1 CGIL, 1 CISL, 1 UIL)

Belgique: 3 représentants (2 SETCa, 1 CNE)

Portugal: 1 représentant (SITES-SE)

Grèce: 1 représentant (OIYE)

Pologne: 1 représentant (Solidarnosc)

République Tchèque: 1 représentant

Turquie: 1 observateur

En 1996 Carrefour signe avec l'UNI un accord mettant en place un Comité d'Information et de Concertation Européen (CICE).

Les salariés des établissements où est implanté Carrefour et dont le pays appartient à l'Union européenne sont concernés par ce comité.

Le CICE est une structure de dialogue et d'échanges de vues sur la stratégie du Groupe en Europe dans les domaines économique, financier et social.

Le Comité d'Information et de Concertation Européen du Groupe Carrefour comprend: des représentants de la direction, un représentant de l'UNI, des représentants du personnel nommés par les organisations syndicales représentatives de leur pays.

Le CICE Carrefour siège à l'Union International du Travail (UIT) à Genève.

Le CICE a mis en place un comité directeur composé de 2 français (Michel Enguels FO et **Serge Corfa CFDT**), 1 belge, 1 italien et 1 espagnol.

*Réunion CICE Genève 2003
(la délégation belges)*



*Formation CICE Paris 2002
(la délégation CFDT et grecque)*

D.G. Carrefour Europe



Joël Saveuse

Joël Saveuse a commencé sa carrière à La Ruche Picarde en 1973 comme Directeur Hypermarchés.

En 1985, il a rejoint le groupe Metro, d'abord en France où il était Président du Directoire de la filiale française, puis à partir de 1994, en Allemagne comme Président du Directoire de Metro Cash and Carry Allemagne.

En 1996, il revenait en France comme Président Directeur Général de La Redoute, filiale du Groupe Pinault Printemps Redoute.

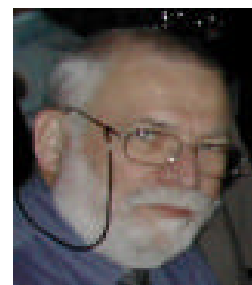
Il a rejoint Carrefour en 1997 comme Directeur France. Dans le cadre du nouveau groupe, il a été nommé Directeur Général zone Europe.



*Sophie Jacobik
CSF (Champion)*



*Jean-Pierre Reyjal
Promocash,*



*Serge Corfa
Carrefour*

Représentants CFDT au CICE

